

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Direction de la sécurité sociale.

Bureau des prestations familiales.

SS 4 47

11778

6-10-76

CIRCULAIRE SS N° 37 DU 6 OCTOBRE 1976

fixant les modalités de calcul du montant de l'allocation aux adultes handicapés pour les bénéficiaires d'un avantage d'invalidité ou de vieillesse.

(Non parue au *Journal officiel*.)

Le ministre du travail

à

*Monsieur le président du conseil d'administration de la
caisse nationale des allocations familiales;*

*Messieurs les directeurs régionaux de la sécurité sociale
(pour information).*

Ces instructions ont pour but de compléter celles des circulaires nos 12 SS du 29 mars 1976 et 18 SS du 4 mai 1976 relatives à l'allocation aux adultes handicapés, en précisant les modalités de calcul de cette prestation pour des personnes déjà bénéficiaires d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité.

En effet, je vous rappelle, d'une part, que l'article 35-I de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées précise que le montant de l'allocation aux adultes handicapés servie doit être réduit du montant de l'avantage vieillesse ou d'invalidité perçu par l'intéressé, d'autre part, que l'article 35-III prévoit que lorsque l'allocation aux adultes handicapés et les ressources personnelles de l'intéressé et éventuellement de son conjoint dépassent un plafond fixé par décret, cette allocation est réduite à due concurrence.

Les modalités d'application de la condition de ressources prévue au III de l'article 35 de la loi d'orientation ont été précisées par l'article 2 du décret n° 75-1197 du 16 décembre 1975 et par les circulaires nos 12 SS du 29 mars 1976 et 18 SS du 4 mai 1976.

Il convient à cet égard :

- de prendre en considération le revenu net imposable, tel qu'il est déterminé pour l'attribution de l'allocation de salaire unique, perçu au cours de l'année de référence (1975 pour l'actuelle période d'ouverture des droits à l'allocation aux adultes handicapés allant du 1^{er} juillet 1976 au 30 juin 1977) ;

SP-SS 76/46.

11778

- de cumuler ce revenu net imposable avec le montant annuel de l'allocation aux adultes handicapés tel qu'il était ou aurait été fixé au 1^{er} juillet de ladite année de référence (7 300 F au 1^{er} juillet 1975) ;
- dans le cas où le total ainsi obtenu dépasse le plafond de ressources fixé audit 1^{er} juillet (8 200 F au 1^{er} juillet 1975) pour l'attribution du minimum vieillesse, de diviser l'excédent annuel ainsi obtenu par douze afin d'obtenir la réduction mensuelle à opérer sur le montant de l'allocation aux adultes handicapés.

En ce qui concerne l'application de la condition de cumul avec un avantage de vieillesse ou d'invalidité prévue à l'article 35-I de la loi d'orientation, le montant de cet avantage à prendre en considération et à déduire du montant de l'allocation aux adultes handicapés est celui perçu au cours du dernier trimestre précédant la période d'ouverture des droits à l'allocation aux adultes handicapés, divisé par trois. Je précise, pour l'application des conditions de ressources, d'une part, de cumul avec un avantage de vieillesse ou d'invalidité, d'autre part, qu'il ne convient pas de cumuler les réductions à opérer éventuellement sur le montant de l'allocation aux adultes handicapés au titre de ces deux conditions, mais que seule la réduction la plus élevée doit être retenue.

Ainsi, la manière dont il convient de déterminer le montant de la réduction à opérer éventuellement sur le montant de l'allocation aux adultes handicapés servie aux intéressés sera illustrée par les deux exemples suivants :

1. *Montant de l'allocation aux adultes handicapés servie à un handicapé vivant seul, ayant eu en 1975 des ressources personnelles de 7 400 F et ayant perçu 2 010 F de pension d'invalidité au titre du trimestre allant du 1^{er} avril au 30 juin 1976.*

Il convient, en premier lieu, de déterminer chacune des réductions à opérer en fonction des deux règles de cumul susmentionnées.

a) Réduction entraînée par l'application de la condition de ressources :

7 400 F (ressources personnelles) + 7 300 F (montant de l'allocation aux adultes handicapés au 1^{er} juillet 1975) — 8 200 F (plafond de ressources fixé pour l'octroi du minimum vieillesse) = 6 500 F (excédent annuel).

La réduction mensuelle est donc : $\frac{6\,500}{12} = 541,66 \text{ F}$;

b) Réduction entraînée par l'application de la règle de cumul avec un avantage de vieillesse ou d'invalidité :

$$\frac{2\,010}{3} = 670 \text{ F.}$$

C'est la réduction à opérer au titre de la règle de cumul avec les avantages de vieillesse ou d'invalidité qui est la plus élevée.

L'intéressé doit donc percevoir pour le mois de juillet 1976 : 708 F (montant de l'allocation aux adultes handicapés à son taux plein au 1^{er} juillet 1976) — 670 F = 38 F.

2. *Montant de handicapé vivant de 6 200 F et ayant au 30 juin 1976 u.*

Il convient d'op

a) Réduction de ressources :

6 200 F (ressources aux adultes handicapés) — 5 300 F (excédent de ressources) = 900 F

La réduction me

b) Réduction en raison d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité :

C'est la réduction de ressources qui est la plus élevée.

L'intéressé peut

708 F (montant de l'allocation aux adultes handicapés à son taux plein au 1^{er} juillet 1976)

Il est à noter qu'en tous les cas, le montant de la réduction ne pourra excéder le montant du minimum vieillesse.

2. *Montant de l'allocation aux adultes handicapés servie à un handicapé vivant seul, ayant eu en 1975 des ressources personnelles de 6 200 F et ayant perçu au titre du trimestre allant du 1^{er} avril au 30 juin 1976 une pension d'invalidité d'un montant de 861 F.*

Il convient d'opérer comme le premier exemple.

a) Réduction entraînée par l'application de la condition de ressources :

6 200 F (ressources personnelles) + 7 300 F (montant de l'allocation aux adultes handicapés au 1^{er} juillet 1975) — 8 200 F (plafond de ressources fixé pour l'octroi du minimum vieillesse au 1^{er} juillet 1975) = 5 300 F (excédent annuel).

La réduction mensuelle est donc de $\frac{5\,300}{12} = 441,66$ F ;

b) Réduction entraînée par l'application de la règle de cumul avec un avantage de vieillesse ou d'invalidité :

$$\frac{861}{3} = 287 \text{ F.}$$

C'est la réduction à opérer au titre de la règle de cumul avec les ressources qui est la plus élevée.

L'intéressé peut donc percevoir pour le mois de juillet 1976 :

708 F (montant de l'allocation aux adultes handicapés à son taux plein au 1^{er} juillet 1976) — 441,66 F = 266,33 F.

Il est à noter que dans les deux exemples ci-dessus comme dans tous les cas, le montant de l'allocation aux adultes handicapés versée permettra aux intéressés de percevoir au moins un montant égal au minimum vieillesse.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la sécurité sociale,
PIERRE SCHOPFLIN.